

LE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE PAR LES BANQUES ET LES ETABLISSEMENTS DE MICROFINANCE EN AFRIQUE

Méthodologie d'évaluation prévisionnelle des activités agricoles, technique d'analyse et de financement des dossiers de crédit agricole :

Grille d'analyse et ratios de décision.

Par Narcisse SOGLOHOUN

Juillet 2014

INTRODUCTION

Assurer l'accès au service financier est un élément essentiel de lutte contre la misère, la faim et la pauvreté dans le monde. Cette lutte passe par le développement de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat et bien d'autres secteurs d'activités.

La vraie lutte contre la pauvreté dans le monde passe par le financement du secteur agricole qui permettra aux pauvres d'emprunter de l'argent pour financer les intrants et investissements afin d'accroître la rentabilité de leurs terres et de leur travail.

En Afrique et généralement dans les pays pauvres, le financement de l'agriculture est relégué au dernier rang des secteurs d'activités financées par les banques et les institutions de microfinance. Très peu de banques agricoles existent encore et les établissements de microfinance (Systèmes financiers décentralisés) ont du mal à embrasser ce secteur malgré l'appui constant des bailleurs de fonds et des partenaires financiers.

Le présent document vise essentiellement à mettre à la disposition des acteurs du secteur financier et micro-financier, un outil simplifié d'analyse et de mise en place de crédit agricole.

I- IMPORTANCE DU FINANCEMENT AGRICOLE ET METHODOLOGIE DE FINANCEMENT

Le crédit joue un grand rôle dans le développement des activités agricoles dans le monde, mais celles-ci sont très diversifiées et les systèmes de crédit fortement liés à l'histoire, à l'importance de l'Etat et des organisations collectives.

Les systèmes actuels de crédit à l'agriculture présentent tous des limites. Les systèmes informels sont nécessaires mais trop ponctuels, les banques commerciales et les systèmes coopératifs trop sélectifs dans le choix de leurs clients. Quant aux banques solidaires, elles jouent un rôle décisif auprès des populations pauvres, mais leurs moyens sont souvent insuffisants et elles opèrent dans des contextes économiques et sociaux peu favorables.

Pour la réussite d'un établissement de microfinance ou d'une banque agricole, il faut prendre en compte cinq facteurs principaux¹:

1. Les ressources financières doivent être suffisantes pour assurer les prêts à long terme que requièrent les investissements agricoles. Pour cela, plusieurs possibilités existent : souscription des agriculteurs au capital des banques coopératives, collecte de l'épargne rurale (et non seulement agricole), interventions publiques par des dotations en capital, la création de fonds de garantie, ou même la création de banques de crédit.

¹ Pierre Yves GUIHENEUF

2. La densité du réseau d'agences et de bureau de zone en milieu rural garantit la proximité avec l'emprunteur, ce qui est particulièrement important pour toucher les petits producteurs qui ont souvent des difficultés de déplacement et ont besoin d'un contact direct avec leur partenaire financier. C'est également souhaitable pour permettre la participation active des sociétaires aux banques coopératives. Les banques solidaires tournent cette difficulté en ouvrant de toutes petites agences sans luxe inutile, parfois ouvertes certains jours seulement, par exemple les jours de marché.

3. Les prêts doivent être ciblés pour correspondre aux besoins et aux possibilités de remboursement des agriculteurs, mais dans tous les cas, ils doivent permettre une augmentation du chiffre d'affaires de l'agriculteur pour que celui-ci puisse faire face aux échéances de remboursement. Les taux d'intérêts peuvent être relativement élevés lorsqu'ils financent de petits investissements à rentabilité forte et rapide alors qu'ils doivent être bas lorsqu'il s'agit d'investissements de long terme, comme dans le cas de plantations ou d'achat de terre.

4. Les risques de non-remboursement spécifiques à l'agriculture (dus aux aléas climatiques, aux baisses prolongées des prix des produits, etc.) sont importants si l'agriculteur n'a pas de stratégie de maîtrise des risques, par exemple par la diversification de ses productions. L'extension du champ des assurances est une formule qui connaît un certain succès : des compagnies peuvent couvrir ces risques, éventuellement avec une aide de l'Etat. Mais le risque de non-remboursement reste fort dans les pays les plus pauvres.

5. Enfin, le renforcement des systèmes de garantie réelle (hypothèques) ou personnelle (cautions) est nécessaire aux banques pour sécuriser leurs prêts. A ce niveau, l'intervention publique est utile pour fixer un cadre réglementaire à ces garanties et permettre aux créanciers d'appliquer les décisions de justice. Or, cette intervention est souvent défailante.

Les possibilités d'amélioration des systèmes de crédit restent donc limitées et d'autant plus complexes à mettre en œuvre que l'on s'adresse à une population pauvre vivant dans un environnement politique et économique instable. C'est pourquoi le système bancaire tend à privilégier les agriculteurs les plus favorisés, qui offrent des capacités de remboursement et des garanties plus importantes. Comment sortir de ce cercle vicieux ?

Dans les pays d'Europe occidentale et de Méditerranée, où le système bancaire est en général bien structuré, il faut développer une politique d'accès prioritaire aux petits agriculteurs et à l'installation des jeunes (y compris à temps partiel) pour freiner la concentration des terres.

Mais dans les pays moins développés et généralement en Afrique, l'avenir appartient aux systèmes financiers décentralisés, c'est-à-dire aux banques solidaires et aux institutions de microfinance, qui devront donner priorité aux projets permettant de réguler les rendements ou de lutter contre les pertes de récolte ; l'intensification doit être mesurée car elle peut être synonyme de catastrophe environnementale. Dans les pays pauvres, un redressement de la situation des petites exploitations est prioritaire pour assurer l'approvisionnement des villes : une organisation bancaire spécifique serait la bienvenue, entre système coopératif et banques solidaires.

II- LES ETAPES DE L'EVALUATION D'UN DOSSIER DE CREDIT AGRICOLE

Il s'agit essentiellement pour l'analyste financier chargé du financement agricole de collecter des informations fiables, d'obtenir une vue globale de l'activité et de la situation familiale du client à travers :

- La visite du champ agricole qui est la première étape du processus d'évaluation et très importante à la prise de décision
- La visite au domicile de l'agriculteur par l'analyste financier.

Cette rencontre initiale avec le client est importante à l'évaluation de caractère et de moralité. Lors du premier prêt sollicité, il faut une analyse approfondie et la vérification que le client remplisse tous les critères d'éligibilité.

EVALUATION DU RISQUE

Les crédits à l'agriculture servent à financer soit l'acquisition des moyens de production, soit le renouvellement de l'outillage ou le financement des intrants et des travaux champêtres.

Si le remboursement du crédit est conditionné par la vente des produits découlant de l'activité exercée, le non écoulement de ces produits sera le principal risque à courir par le l'Analyste financier.

En plus du risque de mévente, il y a les risques catastrophiques. A cet égard, il peut s'agir de l'inondation ou de la sécheresse.

Pour résumé : nous classerons les risques en cinq catégories :

1. Risques liés à l'évolution du marché :

La concurrence déloyale caractérisée par l'entrée sur le marché, de nouveaux acteurs et le départ inattendu d'acteurs importants du secteur

2. Risques organisationnels :

Les mauvaises prévisions logistiques, d'approvisionnement et de vente.

3. Risques technologiques et techniques :

Le mauvais choix technique des matériels et des équipements non adaptés à la production agricole envisagée.

4. Risques financiers

La mauvaise analyse financière de l'activité agricole. Il s'agit de la mauvaise estimation des paramètres financiers (fonds de roulement, trésorerie), difficultés des clients à honorer leurs engagements, la baisse et la hausse non contrôlée des devises.

5. Risques incontrôlables ou risque catastrophique

Les aléas climatiques et naturels, inondations, sécheresse, ouragan, Tsunami, séismes, épizooties, etc.

DEMARCHE DE L'ANALYSTE FINANCIER SUR UN DOSSIER AGRICOLE

Quels sont les éléments entrant dans le financement de la production agricole?

- Chercher à connaître la production envisagée par le producteur
- Demander son expérience dans cette production
- Combien de temps (année) a –t-il déjà passé dans cette activité ?
- A-t-il toujours travaillé pour son compte personnel ou c'est sa première expérience personnelle?
- Quelle est la superficie qu'il emblave d'habitude ?
- Quel a été le comportement de **la filière** relative à cette culture pendant la dernière saison ?
- Quelle est la superficie qu'il envisage emblaver maintenant ?
- Quels sont les intrants utilisés pour la production envisagée ?
 - **Semence** : A quel type de semence avons-nous affaire ? Par exemple, Il existe plusieurs variétés de semence de riz qui se différencient les uns des autres par le tonnage récolté à l'hectare.
 - Engrais organique, fumure, engrais chimique, etc.
- **Pépinière** : Quelle est la durée de la pépinière ? (si elle a lieu) et quel est son coût si le paysan faisait recours à une autre main d'œuvre). Après la pépinière il faut passer au repiquage et évaluer le coût du repiquage si le paysan à recours à une main d'œuvre étrangère.
- **Semis - Repiquage** (pour le riz par exemple). Après la pépinière et avant le repiquage, le paysan doit passer à l'étape de la préparation de son champ.

Généralement à cette étape, le paysan à recours à la main d'œuvre directe familiale, mais également étrangère incluant des coûts à évaluer.

- Quels sont les travaux champêtres que nécessite la production agricole (Pré-Récolte-Post) ceci dépend de la production envisagée
 - Nettoyage
 - Fauchage
 - Essouchage
 - Labour
 - Planage manuel
 - Planage motoculteur
 - NB : Chacun des éléments ci-dessus a un coût. (Lequel et comment le calculer)
 - Entretien du Champ (sarclage)
 - S'assurer d'un **1^{er} désherbage** avant l'engraissage
 - Chasse aux oiseaux
 - Fumures (mettre de l'engrais)
- Irrigation d'eau : Utilisation éventuelle de motopompe (location ou propriété) / Considérer également le coût du carburant utilisé pour la motopompe.
- Cycle végétatif - Quelle est la durée maximale de la production ?
- **Récolte** : c'est l'opération qui consiste à recueillir les fruits des semences. Ici encore le recours à la main d'œuvre directe familiale et étrangère s'avère important (Généralement elle se fait en un temps record).
- **Date probable de la récolte ?** (très important)
- Opération post récolte
 - Séchage
 - Battage
 - Décorticage
 - Vannage (action de séparer les grains battus de leur balle)
 - Egrenage.
- **RENDEMENT** (quantité produite ou quantité minimal attendue pour la surface emblavée)
- Quel est le circuit d'écoulement ? (Charge supportée dans ce sens)
- Quel est délai d'écoulement ?
- Prix de vente envisagé (Prix de vente de la période – retenir le prix minimal)

NB : Cas de la période de contre saison

Ici la démarche est la même. Mais ce type de culture induit des coûts supplémentaires d'irrigation, de location de moto pompe et de carburation pour l'arrosage des cultures.

EVALUATION DU PATRIMOINE DU PROMOTEUR AGRICOLE

Le patrimoine se définit par l'ensemble des biens et des dettes d'une organisation ou d'une personne. Ici le patrimoine se confond au bilan de l'entreprise (l'activité du client).

- **L'Actif est l'ensemble des Biens possédés par le client dans le cadre de son activité. Il s'agit de :**
 - Terrain cultivable (exploité et non exploité)
 - Matériels agricoles (petits outillage, motoculteur, tracteur, houe mécanique, etc.... tout matériel possédé et utilisé dans le cadre de ses activités.
 - Animaux (bœuf ou âne ou cheval) utilisés dans le cadre des travaux champêtres (évalué selon la durée de vie probable et les capacités actuelles)
 - Matériel de transport des produits
 - Produits détenus dans les greniers (Stockage destiné à la vente) : exclure tout stock destiné à la consommation familiale.
 - Stock d'intrants (semence, engrais)
 - Créances sur les clients (Montant à récupérer sur des ventes de produits agricoles)
 - Avances versées (commande de machine en-cours, commande d'intrants)
 - Trésorerie : solde sur compte épargne dans les institutions financières ou mutualistes + le cash disponible.
 - Autres.
- **Le Passif représente l'ensemble des dettes d'une personne physique ou morale. Il s'agit de :**
 - Les dettes sur les fournisseurs d'intrant
 - Les sommes reçues d'avance sur production à livrer
 - Les dettes contractées auprès d'institution financière
 - Autres dettes rattachées à l'activité.

PRESENTATION DU BILAN

ACTIF	Période actuelle	Période précédente	Observation
Terre cultivable			<i>Description et commentaires :</i>
Equipement et Outillage (y compris les animaux)			
Stock			
Créances			
Trésorerie			
Autres			
TOTAL ACTIF			
PASSIF	Période actuelle	Période précédente	Observation
Capitaux Propres			<i>Description et commentaires :</i>
Dettes			
TOTAL PASSIF			

III- EVALUATION DE LA RENTABILITE DE L'ACTIVITE AGRICOLE

La particularité qui réside dans le financement des activités agricoles est liée au fait que l'évaluation de la rentabilité de l'activité agricole est basée sur les prévisions en cohérence avec l'expérience passée.

La détermination des charges d'exploitation agricole et du chiffre d'affaires sera basée sur les prévisions.

- Détermination des Charges d'exploitation agricole (voir tableau ci-après)

Le tableau des charges prendra également en compte, le coût de la main d'œuvre utilisée pour la réalisation de la production agricole.

Tableau récapitulatif des Charges d'exploitation agricole

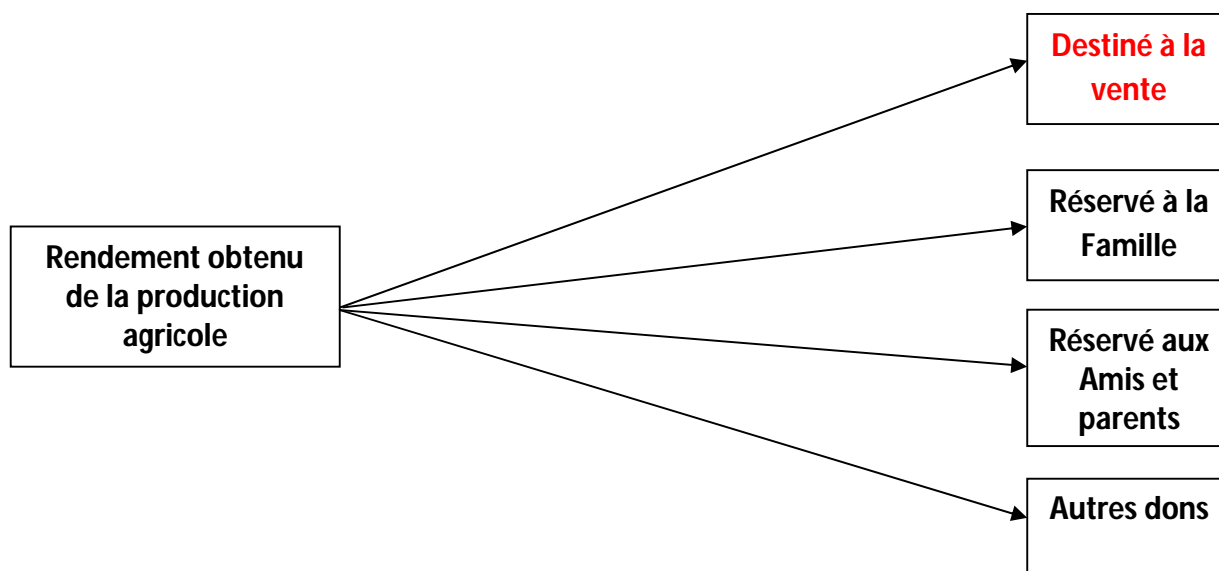
DEPENSES D'EXPLOITATION AGRICOLE PREVISIONNELLE						
Période	ELEMENTS	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Montant	Observation
ACTIVITE PRE-RECOLTE						Détail des différentes activités pré-récolte : (Loyer de la terre cultivée, préparation du Champ, nettoyage, Fauchage, Essouchage, Labour, Planage manuel, Planage motoculteur, Essence, Semence, semis, Entretien du champ (sarclage), désherbage, pépinière, repiquage, Chasse aux oiseaux, Fumures, etc..)
	Dépenses Activité Pré-Récolte					
RECOLTE						(Description des Charges liées à la récolte)
	Dépenses travaux de récolte					
ACTIVITE POST-RECOLTE						Détail des différentes activités post-récolte : (Séchage, Battage, Décorticage, Vannage, Egrenage, etc.)
	Dépenses Activité Post-Récolte					
DEPENSES TOTALES D'EXPLOITATION					1	
<u>Date, signature et Avis du Chargé de clientèle</u>					<u>Date, signature et Avis du Chef d'agence</u>	

Compte de résultat d'exploitation agricole

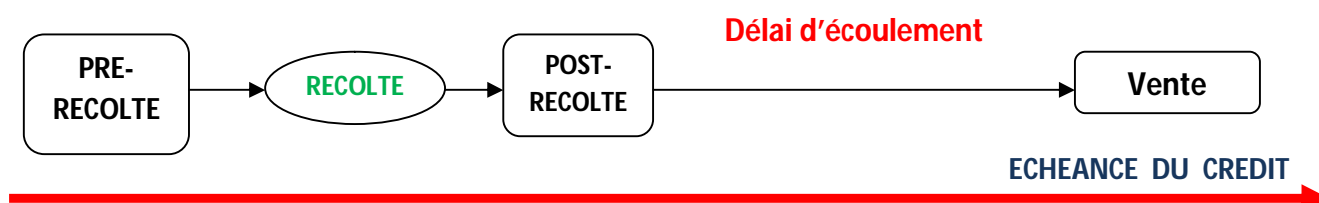
Période	ELEMENTS	Période actuelle	Période précédente	Observation
	Chiffre d'Affaires	2		
	Dépenses totales d'Exploitation	1		
	MARGE BRUTE			
	<i>Taux de marge brute</i>			
	Dépenses familiales de la période d'exploitation agricole			
	Charges financières (uniquement intérêt sur crédit emprunté et injecté dans l'activité)			
	Autres dettes à payer			
	Résultat de l'Exploitation			

2 Le chiffre d'affaires est déterminé à partir du rendement donné par la production agricole. Ici, il faut choisir le prix de vente minimal pour faire l'évaluation.

Il faut tenir compte également la part de la production agricole réservé aux parents, amis, autres dons, etc.



- Dès que le chiffre d'affaire est déterminé avec précision, les charges d'exploitation regroupées sans omission, la durée du cycle végétatif bien connue, le délai et le circuit d'écoulement des produits bien déterminés, il faut calculer la marge brute de l'opération.
- De la marge brute, sera déduite les dépenses familiales. Il faut noter à ce niveau que le paysan ou l'agriculteur peut s'endetter en nature ou en numéraire pour se nourrir pendant le cycle de production s'il n'a pas une autre activité génératrice de revenu. Donc, il convient de faire une estimation de ce coût (dépenses familiales) sur toute la période de production agricole et de prendre cela en compte dans l'analyse de la rentabilité du dossier de financement agricole.
- Il faut déduire également les intérêts à payer (y compris tout frais afférents) sur le crédit obtenu et injecté dans l'activité agricole.
- Cependant, il faut faire très attention aux termes du crédit : quel montant accordé et pour quelle durée ? Le risque s'installe alors.
- La durée du crédit doit prendre en compte certains critères à savoir :
 - Le cycle de production
 - La date probable de récolte
 - Et la période de vente souhaitée pour assurer une rentabilité au projet agricole.



LES RATIOS DE DECISION

<i>Ratios de décision</i>	<i>Calcul</i>
1. <i>(Montant du prêt proposé / Dépenses totales d'exploitation) doit être $\leq 0,75$ soit 75%</i>	
2. <i>Résultat d'Exploitation > 0 entraîne une possibilité de financement</i>	
3. <i>Montant de prêt proposé / Capitaux propres ≤ 1 soit 100%</i>	

CONCLUSION

Ce document n'est nullement un recueil des normes agricoles encore moins un éventail des paramètres des risques agricoles. Il s'agit d'un guide pour l'analyste financier en charge d'un dossier de financement agricole. La mise en place d'un crédit nécessite une analyse approfondie des risques liés à l'objet du crédit, à l'entrepreneur, à l'environnement de l'activité, etc.

Nous n'avons pas la prétention de fournir une baguette magique pour le contrôle des risques de crédit agricole, mais nous pensons avoir partagé quelques outils d'analyses financières élémentaires avec les différents acteurs.

Le secteur agricole mérite sans ambages le soutien des institutions financières et de microfinance de toute forme pour le développement des pays et la lutte contre la pauvreté. Quoi qu'il en soit, les systèmes de crédit doivent être conçus pour être orientés vers ceux qui en ont le plus besoin.



Par **Narcisse SOGLOHOUN**

Administrateur des banques et finances de marché

Spécialiste en gestion des risques et financements des opérations de commerce à l'international

Plus de 10 ans d'expériences pratiques en microfinance (financement urbain et rural en Afrique centrale et Afrique de l'ouest)

Cadre dirigeant d'un SFD en Afrique

Formateur – Concepteur d'outils de gestion en Microfinance

+235 68 82 85 59 TCHAD (usuel)

+229 97 88 26 97 Benin

+237 33 72 75 12 Cameroun

narcissesoglohoun@yahoo.fr